

M. MacEachen:

Oui. Je tiens à préciser que, nonobstant la décision du Gouvernement de reporter à un moment plus propice la tenue du Cinquième Congrès sur la prévention du crime, les membres de l'OLP, autres que des membres de groupes terroristes connus ou des personnes impliquées dans des actes de terrorisme, pourront entrer au Canada en vertu d'un permis ministériel, afin d'y assister à des conférences des Nations Unies ou sur l'invitation d'organismes canadiens reconnus. C'est là notre politique sur l'admission de membres de l'OLP. C'est exactement la politique annoncée en Chambre il y a quelques semaines par M. Andras, le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration. J'avais espéré que celui-ci aurait l'occasion de faire une déclaration à ce sujet en Chambre aujourd'hui, mais comme cette question s'insère dans le contexte général de notre discussion, je crois qu'il me faut le mentionner à ce moment-ci. Si vous avez besoin de plus amples détails, je compte bien que vous vous adresserez à M. Andras.

Journaliste:

M. MacEachen, êtes-vous disposé à mener un mouvement aux Nations Unies dans le but de retirer à l'OLP son statut d'observateur officiel?

M. MacEachen:

Non, je n'ai aucune intention de me lancer dans une entreprise futile.

Journaliste:

Croyez-vous que les observateurs, ceux qui ne représentent pas des Etats, devraient peut-être ne pas assister aux sessions? En d'autres termes, établissez-vous une distinction entre l'Assemblée générale et les conférences à caractère technique...?

M. MacEachen:

Non, je n'ai jamais rien dit de semblable. D'ailleurs, j'ai fait une déclaration à l'opposé de celle-là en Chambre.

Journaliste:

Tout de même, ne croyez-vous pas que la (controverse) suscitée par le report de la conférence de Toronto risque de se propager à la Conférence de Vancouver? Par exemple, l'OLP n'enverrait-elle pas des observateurs à cette conférence également?